
Derrida – Birnbaum
Et si, enfin, nous pensions le 11 septembre

Le 11 septembre 2001, nous avons assisté à un triple effondrement : celui des tours jumelles ; celui du monde issu de la guerre froide ; celui de la géopolitique traditionnelle des frontières, territoires, nations..., rappellent en discutant Jacques Derrida et Jean Birnbaum.

Jacques Derrida, à l'invitation de Jean Birnbaum, a accepté de s'entretenir en public, le 12 février dernier, au Musée d'Art et d'histoire du judaïsme, sur son dernier ouvrage, Le « Concept » du 11 septembre. Le propos improvisé, le lieu et le moment – deux ans après les attentats à New York et Washington, un mois avant l'attentat revendiqué par Al Qaeada qui vient de toucher l'Espagne – nous sont apparus particulièrement pertinents au point d'en publier un extrait. Les intervenants, et le Musée, ont accepté la proposition.

Jean Birnbaum. Dans le sillage de votre réflexion sur ce que vous nommez « l'événement digne de ce nom », c'est-à-dire l'événement d'altérité radicale, imprévisible et sans horizon, vous publiez (avec Jürgen Habermas) un ouvrage intitulé *Le « concept du 11 septembre »*. Vous y méditez la vérité spectrale des attentats du 11 septembre ; non seulement le profond brouillage de la vieille grammaire géopolitique des puissances souveraines (en ses catégories traditionnelles, guerre, territoire, nation), mais aussi et peut-être surtout la « perversion auto-immunitaire », la pulsion suicidaire qui n'en finissent pas de hanter nos démocraties modernes, lesquelles ne pourraient se perpétrer qu'en s'autodétruisant.

Jacques Derrida. Avant de m'engager dans le labyrinthe de questions que vous soulevez, je vais, si vous le permettez, dire deux mots des conditions d'écriture de ce livre. Vous le savez sans doute, il y avait entre Habermas et moi – mais par personnes interposées – une sorte d'antagonisme philosophique très grave. Cependant, pour des raisons politiques significatives, nous avons, depuis quelques années, perçu l'urgence d'un rapprochement, d'une association, au moins sur certains plans, sur certains points, notamment à propos du droit international et de l'Europe. Premier geste public : j'avais signé avec lui une lettre, parue en France dans *Libération* sur les responsabilités de l'Europe devant les opérations militaires sous diligence américaine qui se préparaient alors en direction de l'Irak. Notre inquiétude commune tenait au rôle que l'Europe devait tenir en telle circonstance, dans le jeu géopolitique et les rapports de force qui faisaient trembler la planète. Ce qui nous avait réunis, c'était justement le souci du respect du droit international mais aussi la nécessité de sa réforme, de la réforme des structures internationales sur lesquels le droit prend appui : l'ONU et son Conseil de sécurité. Mais revenons à l'ouvrage sur le 11 septembre. Il se trouve que Habermas et moi nous trouvions à New York dans les jours qui ont suivi le 11 septembre 2001. Giovanna Borradori, philosophe italienne enseignant aux Etats-Unis, et que nous connaissions tous deux, nous a donc proposé une série d'entretiens conjoints, sur cette événement qu'elle qualifiait de « majeur ». Le livre a d'abord été publié aux Etats-Unis, sous le titre *Philosophy in the Time of Terror*, mais j'ai tenu à modifier ce titre pour la version française qui devenait ainsi le « *Concept* » du 11 septembre. Par les guillemets qui encadre le mot concept, je souhaitais signifier qu'au fond le 11 septembre reste impensé, qu'il s'agit d'en élaborer la conception philosophique, analytique,

rigoureuse, sans céder aux clichés, aux intimidations, aux manipulations rhétoriques, médiatiques, géopolitiques. Le 11 septembre : on ne sait pas, on ne pense pas, on ne comprend pas, on ne veut pas comprendre ce qui s'est passé à ce moment-là. Or, comme je vous le disais, Giovanna Boradorri – mais non seulement elle – qualifiait ce qui s'est passé le 11 septembre d'événement, même d'événement majeur. La première de ses questions commence sur cela. Double difficulté, double question : les attentats du 11 septembre 2001 sont-ils à proprement parler un événement ? Le cas échéant, peut-on qualifier de majeur cet événement ? Un petit tour d'horizon, un retour sur le nombre d'attentats dont souffrent nos sociétés sur le plan mondial, ainsi que sur le nombre de leurs victimes, fait apparaître très vite que ce j'est ni le statut même de l'attentat – sans parler de sa prévisibilité – , ni la quantité de ses victimes qui permettent la double qualification d'événement majeur. Si ce qui s'est passé le 11 septembre pouvait être appelé un événement, un événement majeur, ce n'était pas fonction de l'effroi provoqué, mais devant la menace que ces attentats font peser sur nous tous. C'est la peur du lendemain et pas du tout l'horreur devant ce qui venait de se passer qui constitue ce que l'on a appelé l'événement. Quant à la majoration de cet événement, nous la devons à son exploitation médiatique. Attention, je ne nie pas la gravité des faits, je ne me déments pas de ma compassion pour ce qu'ont subi les victimes et leurs familles, mais j'estime que cela ne doit pas nous empêcher de comprendre, d'analyser, de déconstruire.

Donc, le processus auto-immunitaire que vous indiquiez signifie strictement, comme vous le savez, médicalement, le processus d'autodestruction des défenses immunitaires d'un organisme. Une forme de suicide. Ce processus, aujourd'hui, je le généralise au point que je le vois à l'oeuvre partout, et dans le domaine de la politique en particulier.

Jean Birnaum. Mais n'y a-t-il pas quelque contradiction à mettre l'accent, comme vous le faites ici, sur cette « majoration » de l'événement « 11 septembre », et sur ce que vous appelez par ailleurs la gigantesque « médiathéâtralisation » de cette date, alors que vous avez vous-même choisi ce jour de terreur, et celui-là seulement pour penser la fragilité démocratique face au déferlement de la terreur globalisée...

Jacques Derrida. Je ne dis pas qu'il n'y a pas eu événement. Le 11 septembre est bien un événement, grave. Et comme tel, il a eu une fonction incontestable de révélateur. Je souligne simplement, à son propos, qu'il s'est inscrit dans une certaine situation géopolitique – qui le rendait probable – et j'essaie de montrer que la question de la souveraineté, non seulement n'est pas étrangère à cette situation, mais se pose de manière critique depuis longtemps. La nouveauté, s'il y en a une, du « 11 septembre », a été dissimulée par tous les appareils que j'évoquais à l'instant. Cette nouveauté, c'est que l'agresseur n'est pas un agresseur se présentant sous la forme d'un Etat. Autrement dit, quand Bush a déclaré la guerre au terrorisme, il n'a – selon les règles du vieux droit international – pas déclaré de guerre : il n'avait pas d'ennemi étatique et la guerre ne peut être déclarée qu'à cette condition expresse. on pourrait dire, pensant à Carl Schmidt : mais la guerre dite des partisans ? Il ne s'agit pas de guerre des partisans non plus parce que ce type de guerre exige un but ayant rapport avec la construction d'un Etat : constitution, libération ou reconstitution. Rien de tel dans la situation qui nous occupe. En outre, on ne peut même pas parler de terrorisme ou de terroristes pour désigner l'adversaire de la guerre de Bush. Le mot vient, faut-il le rappeler, de la terreur commise par un Etat. c'est même, chez Hobbes, le levier du pouvoir politique, cette « terreur » (terror). Et si l'on prend la signification contemporaine du terrorisme comme action visant à intimider une société civile afin qu'elle infléchisse une politique gouvernementale, on ne trouve toujours rien qui justifie de parler de terrorisme. Celui-ci présupposerait une distinction préalable entre militaires et civils, qui ne tien plus aujourd'hui. Le mot de terrorisme ne convient pas plus que celui de guerre. Enfin, dire que tout ceci revient à exagérer l'importance du lexique, c'est oublier un peu vite que ce même lexique est instrumentalisé par des pouvoirs d'Etat pour tromper l'opinion publique mondiale. Le geste déconstructif dans lequel s'inscrit le « *Concept* » du 11 septembre est alors un geste d'urgence – et il y avait urgence –, dont l'objectif, si la vigilance déconstructive est conséquente, est de faire entendre, comprendre cet enjeu. Et obliger à des prises de conscience dont la politique, la morale et le droit ont grand besoin.